

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): 1. 1968-1969, aucune; 1969-1970, aucune; 1970-1971, aucune; 1971-1972, aucune.

2 et 3. Sans objet.

4. Aucun contrat n'a été accordé.

LE TRANSFERT D'UN LABORATOIRE DU CENTRE COMMERCIAL DE BROCKVILLE

Question n° 257—M. Cossitt:

Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a-t-il, il y a quelques années, transféré à Kingston (Ont.), son laboratoire de contrôle de la qualité de l'eau qui était installé au centre commercial de Brockville, boulevard Stewart à Brockville, (Ont.) et, dans l'affirmative, a) certaines personnes ont-elles protesté à ce sujet auprès du ministère, b) qui étaient-elles, c) étaient-elles mêlées d'une façon ou d'une autre à la décision de transfert?

2. Au moment où le ministère a quitté les locaux de Brockville, combien de temps restait-il à couvrir avant l'expiration du bail de location du gouvernement?

3. Quel était le loyer mensuel payé par le gouvernement pour les locaux de Brockville?

4. A combien se sont élevés les loyers versés aux propriétaires du centre commercial entre la date à laquelle le gouvernement a libéré les locaux de Brockville et celle d'expiration du bail?

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): 1. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a interrompu les travaux qui se faisaient au laboratoire temporaire de Brockville à la suite d'une décision selon laquelle des contrôles analytiques, courants et prévus, nécessaires pour les activités extérieures, pouvaient être assurés par le laboratoire plus grand et mieux équipé dont dispose le ministère à Kingston. Les laboratoires de Brockville et de Kingston ont été mis sur pied en même temps. a) Aucune protestation aux dossiers, b) Néant, c) Néant. En ce qui concerne le ministère des Travaux publics:

2. 28 mois.

3. \$810.

4. \$22,680.

LES TERRAINS POUR LE PARC DU PORT DE TORONTO

Question n° 423—M. Stackhouse:

1. Jusqu'ici, combien d'acres de terrain le gouvernement a-t-il acquis ou a-t-on acquis en son nom, en vue du parc qu'on prévoit aménager au port de Toronto?

2. Combien d'acres reste-t-il à acquérir pour que soit complété l'assemblage du terrain nécessaire à l'aménagement de ce parc?

L'hon. Jean Eudes Dubé (ministre des Travaux publics): 1. Nous avons obtenu 14.569 acres en faisant l'achat de Terminal Warehouse Limited et nous prenons actuellement des mesures d'expropriation afin d'obtenir environ 21 acres de terrains appartenant au secteur privé. De plus, nous avons obtenu environ 46 acres de terrains appartenant à la Commission du port de Toronto par la signature d'une convention de principe attestant que lesdits terrains seront cédés à la Couronne en échange d'améliorations portuaires d'une valeur égale.

2. Il reste moins de 5 acres de terrains à acquérir. Ces terrains relèvent en général de l'Administration provinciale ou municipale. On examinera les dispositions à prendre en vue de leur cession aux fins du projet lors des prochaines réunions tripartites.

Questions au Feuilleton

LE DÉDOMMAGEMENT DES AGRICULTEURS QUÉBÉCOIS POUR LES RÉCOLTES PERDUES EN 1972

Question n° 495—M. Beaudoin:

1. Quel a été le montant total dépensé par le gouvernement fédéral afin de venir en aide aux agriculteurs de la province de Québec dont les récoltes avaient été endommagées par les pluies pendant l'année 1972?

2. Quel a été le montant dépensé par le gouvernement dans chaque circonscription du Québec dans les cadres du même programme?

3. Le gouvernement envisage-t-il de renouveler ce mode d'aide aux agriculteurs défavorisés et, dans l'affirmative, par quels programmes?

M. Léopold Corriveau (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): 1. Dans le cadre du Programme «Dégâts dus aux pluies», \$7,311,200 ont été versés aux agriculteurs du Québec jusqu'au 31 décembre 1972.

2. Les données ne sont pas établies par comtés.

3. Non.

LES SUBVENTIONS DU MEER EN 1972

Question n° 519—M. Stackhouse:

En 1972, quel était le montant global des subventions accordées par le ministère de l'Expansion économique régionale a) dans le grand Toronto, b) à Scarborough et c) dans chacune des dix provinces, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest?

M. Marcel Prud'homme (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale): a) Grand Toronto—Aucune subvention; région non désignée aux termes de la loi sur les subventions au développement régional. b) Scarborough—Aucune subvention; région non désignée aux termes de la loi sur les subventions au développement régional. c) Les chiffres ci-dessous indiquent le total net, par province, des offres de subventions au développement acceptées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1972 aux termes de la loi sur les subventions au développement régional: Terre-Neuve, \$2,018,827; Île-du-Prince-Édouard, \$1,576,336; Nouvelle-Écosse, \$15,602,654; Nouveau-Brunswick, \$9,938,337; Québec, \$66,514,253; Ontario, \$19,031,443; Manitoba, \$5,171,595; Saskatchewan, \$1,456,407; Alberta, \$6,749,054; Colombie-Britannique, \$623,300. Total: \$128,682,206. Yukon et Territoires du Nord-Ouest—Aucune subvention; régions non désignées aux termes de la loi sur les subventions au développement régional.

BANQUE DU CANADA—LES VOYAGES DES EMPLOYÉS

Question n° 594—M. McKenzie:

Les employés de la Banque du Canada qui se déplacent dans l'exercice de leurs fonctions, voyagent-ils en première classe ou en classe touristique et, s'ils voyagent en première classe, quelle en est la raison?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Ce n'est pas l'usage de répondre à des questions détaillées concernant l'administration interne de la Banque du Canada vu que la loi sur la Banque du Canada en confie la responsabilité de l'administration à son conseil d'administration.

LA CONFÉRENCE ONTARIENNE DES ARTS RÉGIONAUX

Question n° 623—M. Stollery:

1. Combien le gouvernement a-t-il déboursé pour la Conférence ontarienne des arts régionaux connue sous le nom de «Direction Ontario» qui s'est tenue au Centre O'Keefe de Toronto les 19, 20 et 21 janvier 1973?

2. Combien de conférences semblables ont eu ou auront lieu au Canada en 1973 et combien coûteront-elles?